

Motion de soutien de SUD éducation à la mobilisation en Seine-Saint-Denis

Solidarité avec la mobilisation pour un plan d'urgence pour l'école publique en Seine-Saint-Denis !

Réuni en Conseil fédéral, SUD éducation affirme sa solidarité avec la mobilisation des personnels pour un plan d'urgence pour l'école publique en Seine-Saint-Denis !

Le travail d'enquête mené par l'Intersyndicale SUD éducation 93 - FSU 93 - CGT éduc'action 93 - CNT 93 depuis le mois d'octobre 2023 a permis qu'une mobilisation aussi puissante qu'historique se développe en Seine-Saint-Denis pour exiger un plan d'urgence pour l'école publique, contre le « choc des savoirs ».

Depuis le 26 février 2024, dans le département le plus jeune mais aussi le plus pauvre de France hexagonale, les personnels se mobilisent par milliers pour demander l'égalité réelle des droits pour toutes les élèves.

En Seine-Saint-Denis, le service public d'éducation est gravement défaillant. À la rentrée 2023, il n'y avait pas « un prof devant chaque classe » en Seine-Saint-Denis. Environ 40% des écoles et établissements manquent d'au moins un personnel du pôle médico-social, Assistant·e social, Infirmier·e, médecin scolaire ou PsyEN alors que les conditions d'accueil pour les élèves et de travail pour les personnels sont de plus en plus dégradées et souvent indignes !

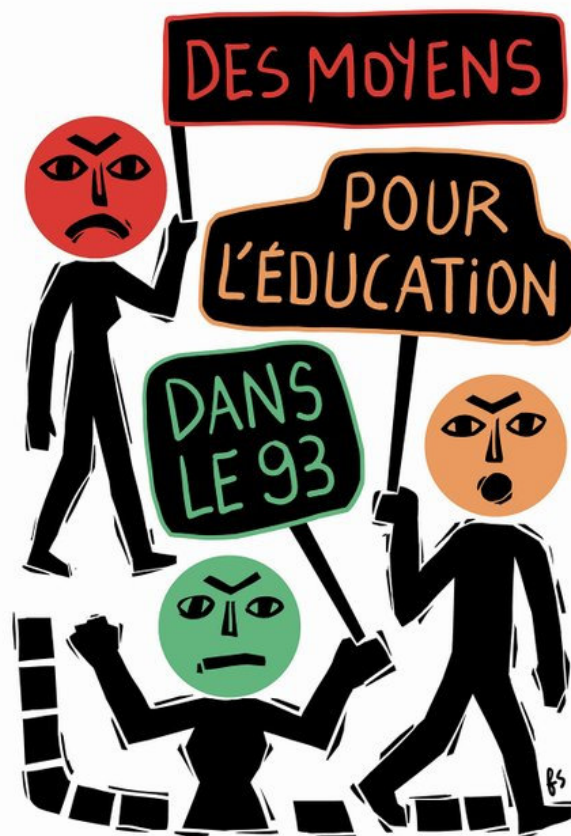
Les politiques publiques en matière d'éducation ne résorbent pas les inégalités dans

le 93, elles les aggravent ! Il faut rattraper le retard dû au sous-investissement chronique de l'État en matière d'éducation en Seine-Saint-Denis.

À département hors-normes, il faut des moyens hors-normes ! L'intersyndicale a organisé une grande concertation des équipes pour estimer les besoins pour une école en état d'urgence : 358 millions d'euros sont nécessaires en ce qui concerne les moyens horaires et humains, soit 5 000 enseignant·es, 2 200 AESH, 650 AED, 320 AP, 175 CPE. Un collectif budgétaire dédié au bâti est tout aussi indispensable, les collectivités territoriales ne pouvant plus assurer seules la transition énergétique et l'égalité socio-scolaire.

Parce que la lutte pour l'égalité est notre priorité, pour SUD éducation, cette mobilisation, dans le département le plus pauvre de la France hexagonale, est l'affaire de toutes et tous. Cette lutte est la nôtre. Nous décidons d'une contribution financière de 3000 € de la Fédération pour soutenir les personnels en lutte.

Nous relayons la caisse de grève intersyndicale et appelons toutes et tous à l'abonder.



éducation
SUD
Union
syndicale
Solidaires